SÉANCE PUBLIQUE

ELECTION EUROPEENNE 2019 EN FRANCE

17/05/2019

FOCUS SUR LES PROPOSITIONS DES PRINCIPAUX CANDIDATS

Modalités de l'élection des députés européens en France

Les élections européennes auront lieu dans toute l'Europe du 23 au 26 mai 2019. Elles se tiendront le dimanche 26 mai en France. **Sur les 705 députés européens qui siégeront, à terme, 79 seront français** (+5 par rapport à 2014, suite à la répartition d'une partie des sièges laissés vacants par le départ du Royaume-Uni).

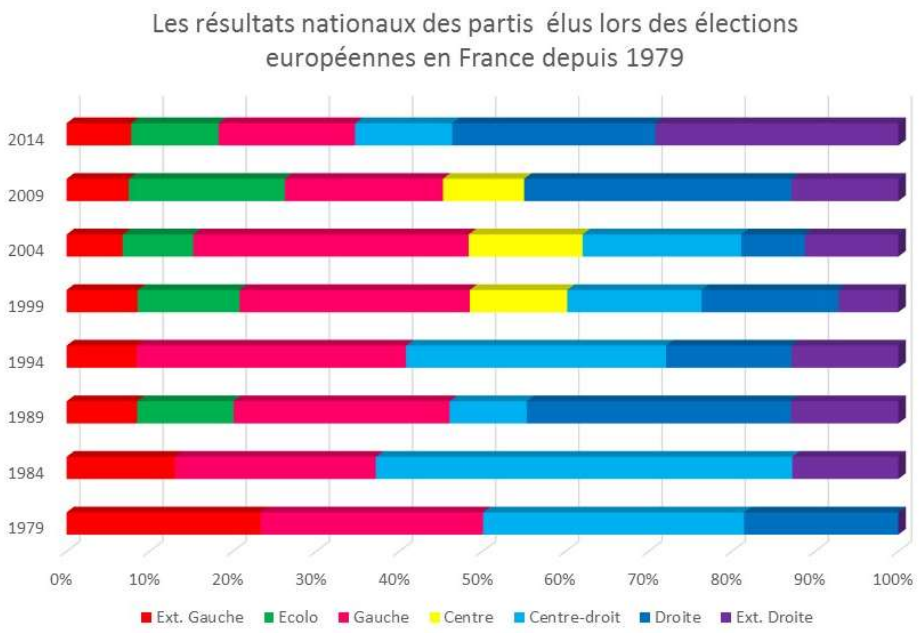
Cependant, du fait du report du Brexit et de l'élection finalement maintenue de députés britanniques, ce sont encore 751 députés européens qui seront élus dans quelques jours et **seuls 74 députés français (comme précédemment) siègeront dans un premier temps**. Le projet de loi relatif à l'entrée en fonction des représentants au Parlement européen élus en France aux élections de 2019 – actuellement en débat au Parlement – prévoit que c'est la commission nationale de proclamation des résultats (art. 22 de la loi 77-729) qui « désigne, en application des modalités prévues à l'article 3 de la même loi, les candidats auxquels sont attribués les cinq sièges supplémentaires ».

Le scrutin en France est régi par le suffrage universel direct à **un tour, national** (en 2014, l'élection se déroulait dans de grandes circonscriptions suprarégionales), avec application de la règle de la représentation proportionnelle à plus forte moyenne. Les listes auront des élus si elles dépassent la **barre des 5% de suffrages exprimés**. Elles sont composées paritairement.

Le mandat d'un député européen dure cinq ans. Il a un pouvoir législatif, un pouvoir budgétaire et enfin un pouvoir de contrôle sur la Commission européenne, qu'il peut censurer et dont il contribue à désigner le Président. Il siège la plupart du temps dans un des groupes parlementaires formés à l'échelle européenne.

2-4 rue de Saint-Simon
75007 Paris
Tél. 01 45 44 50 95
www.seance-publique.com

Résultats synthétiques depuis les premières élections au suffrage universel direct, en 1979



Les principales têtes de listes

Nombre record, 34 listes candidates (cf. Annexe) ont été déposées, parmi lesquelles :

Tête de liste	Principaux partis	Qualité
Manon AUBRY	FI	Ancienne porte-parole d'Oxfam France, spécialiste des questions fiscales
Jordan BARDELLA	RN	Porte-parole du RN, président du mouvement jeune du RN, conseiller régional d'Ile-de-France
François-Xavier BELLAMY	LR, LC	Philosophe, adjoint au maire de Versailles
Ian BROSSAT	PCF	Adjoint au maire de Paris, délégué au logement
Nicolas DUPONT-AIGNAN	DLF	Président de Debout la France, député de l'Essonne, candidat à l'élection présidentielle de 2017
Raphaël GLUCKSMANN	PS, PP, PRG	Essayiste, fondateur de Place Publique
Benoît HAMON	G.s	Candidat PS à l'élection présidentielle de 2017, conseiller régional d'Ile-de-France
Yannick JADOT	EELV	Député européen, vainqueur des primaires d'EELV pour l'élection présidentielle de 2017
Jean-Christophe LAGARDE	UDI	Président de l'UDI, député de Seine-Saint-Denis
Nathalie LOISEAU	LREM, MoDem Agir, Mouv. Radical	Ancienne ministre en charge des Affaires européennes, ancienne directrice de l'ENA

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris – Tél. 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com

LES PROPOSITIONS PAR ENJEU

Énergie

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Agir/Mouv. Radical)

(Source : Nathalie LOISEAU, Place de la Santé – Europe, 11/04/2019)

- Utiliser les fonds européens pour accompagner les salariés dans leur reconversion causée par la transition énergétique

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Fermer toutes les centrales fonctionnant aux énergies fossiles et sortir de tous les hydrocarbures d'ici 2050

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Pascal CANFIN, Fabienne KELLER

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)
Faire de l'Europe le leader mondial du véhicule électrique sur l'ensemble de la chaîne de valeur mais aussi du véhicule à hydrogène

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Cristina STORONI, Franck PROUST

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Faire de l'énergie un bien commun en garantissant l'accès en fonction des besoins de chacun et en assurant la gestion publique
- Arrêter la privatisation et la destruction des services publics nécessaires à la transition énergétique
- Revoir à la hausse les objectifs de réduction des émissions adoptés lors de la COP21 pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, porter au minimum la part d'énergie renouvelable à 45% et améliorer l'efficacité énergétique de 40% en 2030 au niveau européen
- Supprimer les subventions directes et indirectes accordées aux énergies fossiles et interdire toute nouvelle exploitation d'énergies fossiles dans l'UE
- Proposer un plan européen de sortie concertée du charbon et du nucléaire dans l'UE pour aller vers 100% d'énergies renouvelables en 2050 comprenant les financements adéquats pour la formation professionnelle des professionnels du secteur
- Etablir un moratoire européen sur l'ouverture de toute nouvelle centrale
- Mettre fin à l'évaluation par les pairs entre hauts fonctionnaires au profit d'une directive contraignante en matière de sécurité nucléaire, dissoudre Euratom.
- Créer un institut européen public de recherches sur la transition énergétique
- Engager un plan d'investissement public dans les économies d'énergies et les énergies renouvelables
- Abandonner le marché carbone
- Mettre en place une taxe carbone aux frontières sans dérogations
- Voter une fiscalité carbone et kérosène
- Interdire la publicité lumineuse
- Interdire les agrocarburants qui entre en compétition avec les usages alimentaires

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris – Tél. 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Atteindre l'autonomie énergétique et le 100% renouvelable à l'horizon 2050 en construisant une Union des énergies renouvelables
- Inscrire l'action de l'Union dans le cadre des limites planétaires et protéger les ressources
- Etablir une taxe carbone et socio-environnementale pan-européenne reposant à la fois sur la taxation interne des pollutions et une taxe aux frontières instituant un protectionnisme intelligent
- Lancer un plan de 1000 milliards d'euros d'investissement pour la transition écologique et solidaire

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Michèle RIVASI

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Accompagner l'évolution des métiers de la transition énergétique
- Accélérer le déploiement d'énergies renouvelables compatibles avec la protection de la biodiversité
- Taxer le kérosène
- Durcir le seuil d'émission de polluants atmosphériques réglementaires
- Sortir du diesel
- Interdire l'exploitation d'énergies fossiles ainsi que de minerais dans les eaux territoriales européennes

Agriculture

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Agir/Mouv. Radical)

(Source : Nathalie LOISEAU, Place de la Santé – Europe, 11/04/2019)

- Financer la recherche pour une sortie de la dépendance aux produits chimiques
- Donner davantage de moyens aux agences sanitaires européennes
- Créer une force de protection sanitaire européenne rapide pour agir en cas de doute
- Sortir du glyphosate en trois ans

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Diviser les pesticides par deux d'ici 2025
- Défendre le budget agricole
- Orienter les aides vers les modèles propres et respectueux du bien-être animal
- Augmenter massivement le verdissement
- Doublement des surfaces bio
- Interdiction des bêtes nourries aux OGM
- Zéro pesticide au-dessus des zones d'eau potable
- Fin du broyage des poussins
- Mettre fin d'ici 2030 à l'importation de produits non durables contribuant à la déforestation

Candidats éligibles maîtrisant les enjeux : Jérémy DECERCLE, Irène TOLLERET, Stéphanie YON COURTIN, Pierre KARLESKIND

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris – Tél. 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Créer un Fonds européen permanent de prévention et de gestion des crises agricoles
- Construire une agriculture d'avenir en renouvelant les exploitations agricoles par un soutien massif aux jeunes agriculteurs
- Développer une stratégie de modernisation des exploitations
- Renforcer l'aide à la conversion vers l'agriculture biologique
- Défendre des synergies avec d'autres programmes européens
- Protéger les terres agricoles françaises face aux phénomènes de financiarisation et de concentration des exploitations agricoles.
- Confier aux régions la gestion du 2ème pilier de la PAC
- S'opposer à la baisse prévue du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
- Financer la modernisation des flottes
- Accompagner les pêcheurs pour les former et les soutenir
- Préserver les ressources halieutiques
- Négocier un accord spécifique défendant l'accès des pêcheurs français aux eaux britanniques
- Inciter à la consommation des produits locaux notamment dans les cantines
- Exclure l'agriculture des traités de libre-échange
- Prôner une plus grande traçabilité des produits
- Refuser la baisse du crédit de la PAC

(Source : François-Xavier BELLAMY, Place de la Santé – Europe, 11/04/2019)

- Harmoniser les règles écologiques
- Interdire des pesticides dans toute l'Europe

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Anne SANDER, Alain CADEC, Angélique DELAHAYE, Guillaume GUERIN

Jordan BARDELLA (RN)

(Source : Jordan BARDELLA, Place de la Santé – Europe, 28/02/2019)

- Exclure l'agriculture des traités de libre-échange
- Prôner une plus grande traçabilité des produits
- Refuser la baisse des crédits de la PAC

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Hervé JUVIN, Joëlle MELIN

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Adopter une charte européenne des droits des animaux
- Interdire l'importation et de la culture d'OGM, des pesticides et du glyphosate par un plan de sortie : possibilité d'appliquer ces mesures pour chaque Etat en cas de refus de l'UE.
- Rompre avec le droit de la concurrence pour imposer 100% d'alimentation bio avec des repas végétariens dans la restauration scolaire partout en Europe
- Revoir les aides aux exploitations dans leur rôle en faveur du bien-être animal et paysager et environnemental, pour réduire la consommation de viande sans faire perdre de revenus
- Interdire le financement de la pêche au chalut
- Produire des algues pour l'alimentation humaine
- Permettre que le bio et le local soit écologiquement et économiquement soutenables
- Interdire l'utilisation de la PAC pour exporter à des prix de dumping dans le cadre des accords de libre-échange, que FI veut supprimer.

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Younous OMARJEE

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Adopter une politique agricole et alimentaire commune : interdiction des pesticides et des nouveaux OGM, 30% de bio en 2025, l'Europe de l'agriculture locale et de la protection des producteurs
- Prendre en compte le bien-être animal : réglementation de l'élevage et une journée européenne du végétarisme
- Fixer un étiquetage plus strict des produits transformés et non transformés, avec codification facilement repérable quant aux conditions d'élevage et de transport. Pour les produits à base de poissons sauvages, un marquage indiquera l'impact de la pêche
- Arrêter progressivement toute subvention PAC aux agriculteurs et pêcheurs ne respectant pas les règles minimales de bien-être animal
- Mettre en place des dispositifs (type bonus-malus) d'incitation et d'accompagnement à l'amélioration des conditions d'élevage, le développement d'alternatives à l'expérimentation animale en vue d'abandonner l'utilisation des animaux à des fins scientifiques, une règle de protection des animaux et poissons afin de respecter leur rythme naturel de reproduction, et l'interdiction des fermes usines et de la pêche électrique
- Limiter les temps de transport des animaux vivants

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Développer l'agro-écologie et les solutions fondées sur la nature
- Développer l'économie circulaire
- Elaborer un agenda rural européen
- Réviser en profondeur la PAC
- Défendre une agriculture basée sur les services socio-environnementaux rendus
- Faciliter l'accès à la formation et l'aide à la transition vers le bio
- Proposer une TVA à taux réduit sur les produits de l'agriculture bio
- Travailler à la transition des industries agroalimentaires
- Interdire le glyphosate sans délai, révise la législation européenne sur les produits phyto
- S'opposer à la brevetabilité du vivant
- Se battre pour une pêche durable
- Défendre une position européenne pour accroitre la surface d'aires marines fortement ou intégralement protégées
- Exiger un étiquetage obligatoire des produits alimentaires, des matériaux de construction et des biens de consommation
- Se battre pour une exception agriculturelle dans les accords commerciaux
- Soutenir la souveraineté alimentaire européenne par un plan stratégique européen d'indépendance en protéines végétales
- Suspendre toutes les négociations et toutes les ratifications en cours des accords de commerce et d'investissement tant que n'auront pas été démocratiquement définis les critères environnementaux, sociaux, fiscaux et de droits humains
- Instaurer un Buy european Act
- Soutenir le développement de l'économie liée au territoire

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris – Tél. 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com

Industrie

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Agir/Mouv. Radical)

(Source : tribune d'Emmanuel MACRON « pour une renaissance européenne »)

- Sanctionner ou interdire en Europe les entreprises qui portent atteinte à nos intérêts stratégiques et nos valeurs essentielles (normes environnementales, protections des donnés, juste paiement de l'impôt)
- Mettre en place une évaluation scientifique indépendante des substances dangereuses pour la santé et l'environnement

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Taxer le carbone des produits importés en Europe
- Appliquer plus strictement le principe « pollueur-payeur » au sein de l'UE
- Rendre l'évaluation des produits chimiques plus transparente et indépendante
- Déployer un plan de soutien massif à l'industrie Made in Europe 2024

Candidate éligible maitrisant les enjeux : Sylvie BRUNET

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Renforcer le contrôle des importations et alléger celui sur les producteurs européens
- Réformer les plafonds d'intervention publique pour les régions
- Etablir une liste de secteurs stratégiques dérogatoires des règles de la concurrence
- Refuser toute taxation intérieure supplémentaire des entreprises, notamment sur les carburants ou l'énergie

(Source : François-Xavier BELLAMY, Place de la Santé –Europe, 11/04/2019)

- Harmoniser les règles écologiques

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Franck PROUST, Nathalie COLIN-OESTERLE, Cristina STORONI

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Interdire les perturbateurs endocriniens
- Réviser à la hausse les directives et règlements sur les substances chimiques
- Réviser la directive plastique afin d'interdire tous les plastiques à usage unique, et de faire financer la dépollution plastique en mettant à contribution les producteurs
- Supprimer les subventions directes et indirectes accordées aux énergies fossiles
- Abandonner le marché carbone et le remplacer par des interdictions et taxations sur les grands pollueurs
- Voter une fiscalité carbone et kérosène
- Mettre en place une taxe carbone aux frontières
- Elaborer un plan européen de recours obligatoire au transport ferroviaire de fret sur longue distance
- Bloquer le démantèlement des entreprises industrielles par des rachats hostiles et exiger un droit de regard du Parlement sur les autorisations de fusions-acquisitions décidées par la commission européenne
- Donner les moyens nécessaires à l'enquête européenne sur la fraude des constructeurs automobiles concernant les émissions de diesel ainsi que leurs ententes illégales. Exiger des Etats membre qu'ils ouvrent chacun une enquête

- Contrôler les mouvements de capitaux
- Refuser tout nouvel accord de libre-échange
- Surtaxer les importations en provenance de pays ne respectant pas les conventions de l'OIT, ou avec des salaires trop bas ; interdire l'importation de produits venant de pays aux conditions de travail inhumaines.

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Mettre en place des agences d'expertise indépendantes et européennes sur les questions sanitaires et les risques environnementaux
- Interdire les substances et techniques dangereuses, leur importation, et tout soutien
- Viser 100% d'énergie renouvelable en 2050, cesser tout soutien direct ou indirect aux industries des énergies fossiles
- Lutter contre l'obsolescence programmée
- Adopter des normes européennes sur les déchets pour combattre la toxicité et viser le zéro déchet dans les communes
- Adopter un principe de sobriété pour la recherche et l'innovation
    - Orienter la recherche sur les produits sobres en ressources naturelles et respectueux de l'humain
    - Taxer les robots qui ne respectent pas ce principe et détruisent l'emploi
- Développer l'industrie du réemploi et du recyclage du textile
- Taxer les transactions financières
- Taxer le carbone via une taxation interne des pollutions et une taxe aux frontières

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Mettre en place une politique industrielle européenne
- Durcir le seuil d'émission de polluants atmosphériques réglementaires
- Interdire les emballages plastiques et polystyrènes d'ici 2025
- Renforcer les agences européennes d'évaluation des risques
- Instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union
- Réviser la politique de concurrence européenne
- Instaurer un Buy european Act

Économie

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Agir/Mouv. Radical)

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Renforcer le mécanisme européen de contrôle des investissements étrangers
- Exiger la réciprocité en matière de marchés publics
- Etendre les AOP aux produits issus de l'artisanat de nos régions
- Permettre de transférer le capital d'une entreprise dans une fondation
- Refonder la politique de concurrence
- Déployer un plan de soutien massif à l'industrie Made in Europe 2024
- Refuser de signer les acords de libre-échange avec les pays ne respectant pas l'Accord de Paris
- Faire respecter les règles anti-dumping
- Créer un statut propre aux géants du numérique
- Investir en commun dans les équipements militaires du futur

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris – Tél. 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Renforcer l'économie circulaire, valoriser les filières de recyclage et promouvoir la bioéconomie
- Adopter une double préférence européenne et française (cf. Buy American Act)
- Réserver 50% des marchés publiques aux entreprises locales
- Imposer la réciprocité dans les échanges internationaux
- Mettre en œuvre le mécanisme européen de filtrage des investissements étrangers pour protéger les secteurs stratégiques
- Instaurer un Fonds européen d'investissement pour amplifier le « Plan Juncker », dédié aux PME et au savoir-faire d'excellence
- Imposer pour tous les accords commerciaux une évaluation automatique tous les cinq ans avec une clause de revoyure
- Réviser la directive de détachement des travailleurs
- Donner aux Etats membres la possibilité de faire appel des décisions de la Commission européenne en matière de concurrence

Jordan BARDELLA (RN)

(Source : Jordan BARDELLA, Place de la Santé – Europe, 11/04/2019)

- Investir l'argent des Français dans les PME plutôt que dans les multinationales
- Interdire l'exploitation commerciale de certaines données

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Abolir la directive de détachement de travailleurs
- Réviser la directive sur les comités d'entreprise européens en rendant contraignante la consultation des CEE et la prise en compte des avis émis sur les choix stratégiques
- Donner la priorité aux productions locales dans les appels d'offres publics

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Encourager l'économie circulaire

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Développer un modèle européen d'entreprise
- Mettre en place une politique industrielle européenne
- Développer l'économie circulaire
- Proposer une directive sur le travail dans l'économie des plateformes
- Appliquer un taux de TVA à 0% sur les produits de première nécessité
- Proposer une TVA à taux réduit sur les produits de l'agriculture bio
- Suspendre toutes les négociations et toutes les ratifications en cours des accords de commerce et d'investissement tant que n'auront pas été démocratiquement définis les critères environnementaux, sociaux, fiscaux et de droits humains
- Réviser la politique de concurrence européenne
- Instaurer un Buy european Act
- Soutenir le développement de l'économie liée au territoire

Santé

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Mouv. Radical)

(Source : tribune d'Emmanuel MACRON « pour une renaissance européenne »)

- Créer une force sanitaire européenne pour renforcer les contrôles de nos aliments

(Source : Nathalie LOISEAU, Place de la Santé - Europe, 11/04/2019)

- Donner davantage de moyens aux agences sanitaires européennes
- Créer une force de protection sanitaire européenne rapide

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Rendre l'évaluation des produits chimiques plus transparente et indépendante

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Renforcer massivement le contrôle des produits importés pour vérifier qu'ils respectent nos normes de sécurité sanitaire et alléger les contrôles sur les producteurs européens
- Adopter une grande cause européenne dans les cinq années du mandat européen à venir, développer les projets communs de recherche médicale entre Etats-membres pour découvrir le remède à Alzheimer, Parkinson et les maladies neuro-dégénératives

(Source : François-Xavier BELLAMY, Place de la Santé –Europe, 11/04/2019)

- Harmoniser la vaccination en Europe
- Refuser l'harmonisation des politiques de prévention, au profit de la subsidiarité
- Interdire la GPA en Europe

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Cristina STORONI, Angélique DELAHAYE, Anne BRISSAUD, Patrick BORE

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Interdire les perturbateurs endocriniens par des sanctions dissuasives
- Sortir des pesticides, des néonicotinoïdes et des OGM
- Protéger la sécurité sociale et les retraites contre : les logiques austéritaires, la hausse du recours aux assurances privées et la réduction du périmètre de la protection sociale

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Anne-Sophie PELLETIER

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Mettre en place des agences d'expertise indépendantes et européennes sur les questions sanitaires et les risques environnementaux et interdire les substances et techniques dangereuses, leur importation ainsi que tout soutien financier pouvant leur être apporté par des organismes publics européens
- Défendre la sobriété de l'exposition aux perturbateurs endocriniens, aux pesticides ou encore à la pollution de l'air
- Une sécurité sociale européenne contre la dégradation environnementale

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Michèle RIVASI

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Supprimer les subventions néfastes pour la santé
- Investir massivement dans une recherche indépendante
- Créer un mécanisme européen de protection des investissements nationaux dans la santé
- Interdire le glyphosate sans délai, réviser la législation européenne sur les produits phyto
- Interdire les perturbateurs endocriniens avérés
- Faire baisser le prix des médicaments

Solidarité

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Mouv. Radical)

(Source : tribune d'Emmanuel MACRON « pour une renaissance européenne »)

- Instaurer un bouclier social garantissant la même rémunération sur le même lieu de travail, et un salaire minimum adapté à chaque pays et actualisé annuellement

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Mettre en œuvre un salaire minimum adapté à chaque pays européen
- Finaliser la lutte contre le dumping social avec un acte II de la réforme du travail détaché
- Préserver les aides européennes destinées aux plus précaires
- Instaurer une garantie zéro chômage pour que personne ne renonce à une formation ou à des études pour des raisons financières
- Aider jusqu'à 20000 euros chaque travailleur dont l'entreprise est touchée par les transformations numériques et écologiques
- Créer de nouveaux droits de protection pour les 3 millions de travailleurs de plateforme
- Soutenir les initiatives locales d'intégration des migrants

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Mettre fin aux prestations sociales pour les étrangers extra-européens s'il n'y a pas eu au moins trois années de cotisation préalables

Jordan BARDELLA (RN)

(Source : Jordan BARDELLA, Place de la Santé – Europe, 11/04/2019)

- Orienter la solidarité nationale pour les nationaux
- Relever le numerus clausus pour éviter la venue massive de médecins étrangers
- Créer une cinquième branche de la Sécurité sociale pour la dépendance
- Créer un service civique pour aider les personnes exposées à la dépendance

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Mettre fin au dumping et imposer l'harmonisation sociale par le haut grâce à une clause de non-régression des droits sociaux dans les pays les plus protecteurs
- Instaurer un SMIC dans chaque pays européen à 75% du salaire médian avec un mécanisme de convergence rapide entre les pays vers un SMIC européen digne
- Réduire la durée maximale de travail autorisée par le droit européen, aujourd'hui de 48h par semaine avec des exceptions jusqu'à 65h

- Réviser les règles des marchés publics pour favoriser les entreprises qui respectent les droits des travailleurs et l'écosystème
- Promouvoir une économie numérique coopérative écartant l'ubérisation qui détruit les conditions de travail et l'emploi
- Refuser l'ouverture à la concurrence des services publics et stopper l'austérité
- Protéger la sécurité sociale et les retraites contre les logiques austéritaires, la hausse du recours aux assurances privées et la réduction du périmètre de la protection sociale solidaire. Maintenir un accès à la santé garanti par un système de protection basé sur la Sécurité sociale
- Combattre les réformes structurelles contre le droit du travail ou l'âge de la retraite
- Imposer aux multinationales européennes de respecter le droit européen en matière sociale et environnementale pour leurs activités hors de l'UE, interdire aux multinationales opérant en Europe d'être liées à des processus d'accaparement de terres agricoles, de déforestation, d'exploitation des travailleurs
- Enrichir la notion de droits sociaux pour y inclure un droit au logement opposable protégé par le droit européen et garantissant des conditions d'existence conformes à la dignité humaine
- Imposer dans les conditions d'accès aux marchés publics le respect de l'égalité salariale

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Définir un socle commun de droits fondamentaux
- Une protection sociale unifiée et étendue : un revenu minimum européen, un salaire minimal européen, un minimum retraite européen, un congé maladie garanti à travers l'Union et une assurance chômage européenne
- L'extension de la Garantie jeunesse pour l'emploi, la formation, un revenu décent et la mobilité
- Une garantie européenne des services publics élaborée à travers des Etats généraux européens des communs et des services publics

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux
- Appliquer un congé parental d'au moins huit mois partagé à égalité entre les deux parents et rémunéré aux trois-quarts du salaire brut
- Mettre en œuvre un programme d'éradication de la pauvreté sur quinze ans
- Proposer un minimum vieillesse européen
- Défendre la systématisation des sanctions envers les Etats qui ne respectent pas l'Etat de droit et les libertés fondamentales
- Défendre les droits des femmes
- Défendre un droit européen à l'avortement
- Créer un poste de commissaire européen à l'égalité femmes-hommes
- Faire de l'Europe le leader dans la défense des droits des personnes LGBTI+
- Initier un système incitatif d'allocation de fonds européens aux collectivités locales et aux collectifs associatifs
- Créer une garantie européenne pour l'enfance
- Généraliser la « garantie jeunes »
- Créer un service civique européen
- Développer un label d'universités handi-accueillantes
- Soutenir la vie associative et le bénévolat

2-4 rue de Saint-Simon – 75007 Paris – Tél. 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com

Mobilités

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Mouv. Radical)

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Garantir un air pur en taxant le transport aérien et en rendant accessibles les transports propres

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Développer un Plan européen des nouvelles mobilités, avec des projets innovants notamment sur les autoroutes européennes pour y déployer massivement des réseaux d'approvisionnement en hydrogène et de recharge électrique.
- Amener l'Europe vers la place de leader mondial du véhicule électrique dans l'ensemble de la chaîne de valeur mais aussi du véhicule à hydrogène

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Brice HORTEFEUX, Nathalie COLIN-OESTERLE, Anne SANDER, Patrick BORE

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Voter une fiscalité carbone ou kérosène
- Donner les moyens nécessaires à l'enquête européenne sur la fraude des constructeurs automobiles concernant les émissions de diesel ainsi que leurs ententes illégales. Exiger des Etats membres qu'ils ouvrent chacun une enquête
- Interdire les agrocarburants qui entrent en compétition avec les usages alimentaires
- Elaborer un plan européen de recours obligatoire au transport ferroviaire de fret sur longue distance dans toutes ses composantes et plus généralement de report modal de la route vers les modes moins polluants
- Refuser l'ouverture à la concurrence et la privatisation des services publics, abroger les paquets ferroviaires et énergie, garantir la maitrise publique des activités d'intérêt général et de souveraineté

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Bernard BORGIALI

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Ambitionner des régions interconnectées grâce au ferroviaire, avec un service public européen des réseaux et la réinstauration des trains de nuit
- Taxer les pollutions de l'aviation et des poids lourds
- Rediriger l'investissement vers les lignes transfrontières et veiller à l'accès par chaque européen à une ligne de proximité

Candidate éligible maitrisant les enjeux : Karima DELLI

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Développer les transports collectifs
- Taxer le kérosène et sortir du diesel
- Bourse à la mobilité pour les 16-25 ans

Logement et aménagement du territoire

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Accroitre les investissements stratégiques pour éliminer toutes les zones blanches particulièrement dans les territoires ruraux et dans les transports en commun, et équiper en Internet très haut débit et en 4G/5G l'ensemble de l'Union européenne, grâce à la mobilisation prioritaire d'entreprises européennes

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Nathalie COLIN-OESTERLE, Geoffroy DIDIER, Patrick BORE

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Défendre un aménagement écologique et social du territoire : refus de la métropolisation, amélioration des conditions de vie, d'activité et d'accès aux services publics dans les zones rurales et les quartiers populaires
- Lutter contre l'imperméabilisation des sols par l'urbanisation et leur appauvrissement par les pratiques agricoles destructrices et soutenir à ce titre la revendication de la campagne People4Soil et une directive-cadre sur les sols européens afin de préserver leur vie, leur fertilité et leur capacité absorbante
- Protéger le littoral européen en renforçant les normes et les contrôles sur les activités industrielles et agricoles à fort potentiel de pollution, et en imposant des règles strictes pour lutter contre les projets immobiliers qui défigurent les paysages côtiers

Candidates éligibles maitrisant les enjeux : Leila CHAIBI, Marina MESURE

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Imposer aux Etats membres de réensauvager de grands espaces à l'échelle continentale, boisés ou zones humides, en veillant à leur interconnexion
- Placer les fonds régionaux et la BEI aux mains des régions pour financer la transition écologique

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Financer un plan ambitieux de rénovation des logements et des bâtiments
- Soutenir le développement de l'économie liée au territoire

Fiscalité

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Mouv. Radical)

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Taxer le carbone des produits importés en Europe et appliquer plus strictement le principe de pollueur-payeur

- Taxer le transport aérien
- Mettre fin à l'évasion fiscale en durcissant les sanctions contre les paradis fiscaux
- Défendre l'instauration d'un niveau minimal d'impôt mondial
- Harmoniser l'impôt sur les sociétés
- Mettre en œuvre un budget de la zone Euro
- Achever l'Union bancaire

Jordan BARDELLA (RN)

(Source : programme officiel du RN : « Pour une Europe des Nations et des Peuples »)

- Baisser les impôts pour les Français
- Baisser les taxes sur les TPE-PME

Candidate éligible maitrisant les enjeux : Hélène LAPORTE

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Refuser toute taxation intérieure supplémentaire des entreprises ou des ménages

Candidate éligible maitrisant les enjeux : Anne SANDER

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Mettre en place une taxe carbone aux frontières
- Voter une fiscalité carbone et kérosène
- Taxer les transactions financières avec un taux progressif
- Obliger les paradis fiscaux européens à mettre fin à leurs pratiques fiscales déloyales
- Instaurer une frontière fiscale extérieure commune pour empêcher les profits non taxés dans l'UE de fuir vers les pays tiers
- Mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés en instaurant un taux d'imposition effectif minimum sur les sociétés
- Retirer les licences des banques dont l'activité déclarée ne correspond pas à leur activité économique réelle dans les paradis fiscaux, interdire l'accès aux marchés publics aux entreprises ayant des activités déclarées déconnectées de leur activité économique réelle dans les paradis fiscaux, sanctionner les entreprises ayant recours aux paradis fiscaux pour transférer artificiellement leurs bénéfices et payer moins d'impôts
- Obliger les multinationales à déclarer publiquement leur activité et impôts effectivement payés pays par pays pour taxer vraiment leurs bénéfices, revoir la directive mère-fille qui facilite l'évasion fiscale, faire aboutir l'idée d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés permettant une harmonisation fiscale par le haut
- Refuser la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises du numériques pour proposer à la place une modification des règles sur la fiscalité du numérique
- Mettre en place l'impôt universel pour les particuliers au sein de l'Union, afin d'en finir avec l'évasion fiscale : chaque ressortissant paie des impôts dans son pays d'accueil, mais s'il en paie moins que dans le pays d'origine il s'acquitte de la différence auprès de ce dernier
- Surtaxer les importations en provenance de pays ne respectant pas les conventions de l'OIT

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Manon AUBRY, Emmanuel MAUREL

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Instaurer une taxe carbone et socio-environnementale pan-européenne reposant sur une taxation interne des pollutions et une taxe aux frontières
- Taxer les transactions financières
- Instaurer une taxe européenne des héritages et des donations
- Lutter contre l'évasion fiscale en obligeant à la transparence les multinationales avec un reporting pays par pays de toutes les multinationales européennes
- Faire voter par le Parlement européen une liste noire européenne des paradis fiscaux
- Harmoniser en dix ans l'impôt sur les sociétés

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Yannick JADOT

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Appliquer un taux de TVA à 0% sur les produits de première nécessité
- Proposer une TVA à taux réduit sur les produits de l'agriculture bio
- Instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union
- Exiger que les GAFAM et les grandes multinationales paient leur juste part d'impôt
- Réclamer la définition d'une assiette européenne de l'impôt sur les sociétés
- Proposer ensuite l'instauration d'un taux minimum effectif de 20% d'impôt sur les sociétés
- Mettre fin à la règle de l'unanimité en matière fiscale au Conseil
- Commander un reporting fiscal par pays
- Appuyer la création d'un centre de coordination fiscale et d'un cadastre financier européen
- Lutter contre l'optimisation fiscale favorisée par certains Etats
- Lutter pour la transparence financière

Ecologie

Nathalie LOISEAU (LREM/MoDem/Mouv. Radical)

(Source : programme « En Marche pour l'Europe ! »)

- Créer une banque pour le Climat
- Orienter l'épargne des Européens vers la croissance verte
- Consacrer 40% des dépenses européennes à la transition écologique
- Rendre le budget européen 100% compatible avec l'Accord de Paris
- Compléter le Pacte de Stabilité avec un Pacte de la Soutenabilité
- Taxer le carbone des produits importés en Europe
- Appliquer plus strictement le principe « pollueur-payeur » au sein de l'UE
- Fermer toutes les centrales fonctionnant aux énergies fossiles
- Sortir de tous les hydrocarbures d'ici 2050
- Garantir un air pur en taxant le transport aérien et en rendant accessibles les transports propres
- Sortir du glyphosate d'ici 2021 et diviser par deux les pesticides d'ici 2025
- Créer une force de protection sanitaire contre les fraudes alimentaires
- Orienter les aides agricoles vers les modèles propres et respectueux du bien-être animal partout en Europe
- Interdire le plastique non-recyclable d'ici 2025 et les micro-plastiques ajoutés aux cosmétiques, détergents, peintures, d'ici 2020

- Mettre fin d'ici 2030 à l'importation de produits non-durables contribuant à la déforestation
- Passer de 4 à 30% de zones marines européennes protégées par Natura 2000, en priorité dans les Outre-mer
- Faire de l'Europe le moteur d'un accord sur la protection de la biodiversité terrestre et marine en 2020

Jordan BARDELLA (RN)

(Source : programme officiel du RN : « Pour une Europe des Nations et des Peuples »)

- Favoriser le localisme en détaxant les circuits courts et en surtaxant les importations mondialisées anti-écologiques

Candidat éligible maitrisant les enjeux : Hervé JUVIN

François-Xavier BELLAMY (LR/LC)

(Source : programme « Pour la France : transformer l'Europe »)

- Renforcer les aides à la conversion vers l'agriculture biologique
- Instaurer une « Barrière écologique » grâce à la mise en œuvre de droits de douane anti-pollution sur les produits importés de pays qui ne respectent pas nos normes environnementales ou sociales
- Mettre en ordre un Plan européen pour le climat, piloté par un Haut-Commissaire européen pour le climat et la biodiversité favorisant notamment les prêts à taux zéro de la Banque européenne d'investissement aux Etats-membres, aux collectivités, aux entreprises et aux particuliers
- Lutter contre le dérèglement climatique et réduire notre dépendance énergétique, en visant le « 0 carbone » à horizon 2050 et en valorisant un mix énergétique adapté aux réalités des territoires
- Renforcer l'économie circulaire, notamment en valorisant les filières de recyclage pour bénéficier des opportunités du traitement des déchets et promouvoir la bioéconomie, véritable vecteur de croissance et de valeur ajoutée, particulièrement pour nos agriculteurs
- Mettre en place une « stratégie plastique » ambitieuse au niveau européen, consistant à systématiser les modes de collecte et de recyclage à l'échelle de l'UE en les rendant plus simples et plus efficaces

Candidates éligibles maitrisant les enjeux : Cristina STORONI, Angélique DELAHAYE

Manon AUBRY (FI)

(Source : « Texte programmatique pour les élections européennes »)

- Propos la refondation de l'Europe sur la base du mieux-disant environnemental en garantissant l'harmonisation des droits par le haut avec une clause générale de non-régression assurant la primauté du droit national le plus favorable sur le droit européen, notamment en matière de droit environnemental, et à l'aide d'un principe de faveur (les droits nationaux les plus favorables en matières sociale et environnementale doivent être pris pour modèles et étendus aux autres
- Instaurer la règle verte au niveau européen, c'est-à-dire l'interdiction de prélever davantage à l'écosystème que ce qu'il est capable de supporter
- Revoir à la hausse les objectifs de réduction des émissions adoptés lors de la COP21 pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050
- Porter la part d'énergie renouvelable à 45% au minimum et améliorer l'efficacité énergétique de 40% en 2030 au niveau européen

- Soutenir la proposition d'un tribunal international de justice climatique et contre les écocides pour juger Etats et multinationales
- Prévoir la révision des règlements et directives sur les substances chimiques afin de garantir le plus haut niveau de protection environnementale
- Adopter un plan de sauvegarde pour la biodiversité en Europe intégrant la protection des abeilles et oiseaux, la gestion durable des forêts et la préservation des forêts primaires comme meilleure manière de stocker le carbone dans les sols ainsi que les trésors de biodiversité notamment dans les outre-mer
- Demander la révision de la directive plastique afin d'interdire tous les plastiques à usage unique, et de faire financer la dépollution plastique en mettant à contribution les entreprises responsables
- Supprimer les subventions directes et indirectes accordées aux énergies fossiles et interdire toute nouvelle exploitation d'énergies fossiles dans l'UE
- Proposer un plan européen de sortie concertée du charbon et du nucléaire dans l'UE pour aller vers 100% d'énergies renouvelables en 2050 comprenant les financements adéquats pour la formation professionnelle des professionnels du secteur. Etablir un moratoire européen sur l'ouverture de toute nouvelle centrale
- Créer un institut européen public de recherches sur la transition énergétique
- Engager un plan d'investissement public dans les économies d'énergies et les énergies renouvelables
- Abandonner le marché carbone
- Mettre en place une taxe carbone aux frontières, sans dérogations
- Voter une fiscalité carbone et kérosène
- Interdire la publicité lumineuse
- Développer l'agriculture écologique et paysanne
- Sortir des pesticides, des néonicotinoïdes et des OGM
- Interdire l'importation des produits issus de la déforestation
- Interdire les agrocarburants
- Interdire les financements de la pêche au chalut et de toutes les pêches qui ravagent les océans
- Engager la reconversion vers la production d'algues à destination de l'alimentation humaine
- Défendre un aménagement écologique du territoire
- Lancer un plan européen pour développer l'économie maritime dans une perspective de créations d'emplois et de transition écologique
- Lancer un programme de dépollution des mers et océans
- Construire une Europe « 0 déchet » par la réduction des déchets à la source et le soutien à l'économie circulaire avec recyclage, consigne ou compostage obligatoire, lutte contre le suremballage et l'obsolescence programmée. Interdire l'exportation de déchets européens hors de l'UE
- Protéger le littéral européen en renforçant les normes et les contrôles sur les activités industrielles et agricoles à fort potentiel de pollution, en proposant aux pays du Maghreb d'étendre le réseau Natura 2000 à leurs côtes ainsi qu'aux eaux profondes méditerranéennes. Imposer des règles strictes pour lutter contre les projets immobiliers qui défigurent les paysages côtiers
- Financer la lutte contre le réchauffement climatique et l'action pour l'atténuation et l'adaptation à ses effets dans les pays en développement et les territoires insulaires

Candidats éligibles maitrisant les enjeux : Manon AUBRY, Younous OMARJEE

Yannick JADOT (EELV)

(Source : Programme « Pour une refondation de l'Union européenne »)

- Elaborer une politique agricole et alimentaire commune : interdiction des pesticides et des nouveaux OGM, 30% de bio en 2025, l'Europe de l'agriculture locale et de la protection des producteurs

- Associer les citoyens aux choix qui concernent leur santé et leur environnement (pesticide, diesel, nucléaire, …)
- Atteindre l'autonomie énergétique et le 100% renouvelable
- Inscrire l'action de l'Union dans le cadre des limites planétaires et protéger les ressources
- Garantir le droit à l'eau potable, à un air et un environnement sain et créer un statut pour la nature les animaux et les communs naturels
- Ré-ensauvager l'Europe et protéger le vivant
- Lever une taxe carbone et socio-environnementale pan-européenne reposant à la fois sur la taxation interne des pollutions et une taxe aux frontières
- Investir 1000 milliards d'euros pour la transition écologique et solidaire
- Créer une sécurité sociale européenne contre la dégradation environnementale en taxant les pollueurs

Raphaël GLUCKSMANN (PS/PP)

(Source : Programme « Envie d'Europe »)

- Supprimer les subventions néfastes pour la santé et l'environnement
- Créer un budget européen pour le climat de 500 milliards d'euros pour les cinq prochaines années
- Créer une Banque pour le climat et la biodiversité
- Accompagner l'évolution des métiers de la transition énergétique
- Financer un plan ambitieux de rénovation des logements et des bâtiments publics et privés
- Accélérer le déploiement d'énergies renouvelables compatibles avec la protection de la biodiversité
- Développer les transports collectifs
- Développer l'agro-écologie et les solutions fondées sur la nature
- Renforcer le dispositif Natura 2000
- Sortir les dépenses liées à la transition écologique de la règle des 3% de déficit public
- Taxer le kérosène
- Développer l'économie circulaire
- Défendre une agriculture basée sur les services socio-environnementaux rendus
- Faciliter l'accès à la formation et l'aide à la transition vers le bio
- Proposer une TVA à taux réduit sur les produits de l'agriculture bio
- Travailler à la transition des industries agroalimentaires
- Interdire le glyphosate sans délai, réviser la législation européenne sur les produits phyto
- S'opposer à la brevetabilité du vivant
- Enrayer la bétonisation de nos espaces naturels et agricoles
- Se battre pour une pêche durable
- Défendre une position européenne pour accroitre la surface d'aires marines fortement ou intégralement protégées
- Exiger un étiquetage obligatoire des produits alimentaires, des matériaux de construction et des biens de consommation
- Préserver le bien-être animal
- Se battre contre le commerce illégal d'espèces sauvages
- Durcir le seuil d'émission de polluants atmosphériques réglementaires
- Sortir du diesel
- Interdire l'exploitation d'énergies fossiles ainsi que de minerais dans les eaux territoriales européennes
- Interdire les emballages plastiques et polystyrènes d'ici 2025
- Renforcer les agences européennes d'évaluation des risques
- Défendre la reconnaissance internationale de l'écocide
- Réviser les règles encadrant la composition des groupes d'experts

Les 34 têtes de liste officiellement candidates :

- ALEXANDRE Audric pour le **Parti des citoyens européens**
- ARTHAUD Nathalie pour **Lutte Ouvrière**
- ASSELINEAU François pour l'**UPR**
- AUBRY Manon pour la **France Insoumise**
- AZERGUI Nagib pour l'**Union des Démocrates Musulmans de France**
- BARDELLA Jordan pour le **RN**
- BELLAMY François-Xavier pour **LR-LC**
- BIDOU Olivier pour **Les oubliés de l'Europe**
- BOURG Dominique pour **Urgence écologie**
- BROSSAT Ian pour le **Parti Communiste français**
- CAILLAUD Sophie pour **Allons enfants**
- CAMUS Renaud pour **La ligne claire**
- CHALENCON Christophe **pour Evolution citoyenne** (liste « gilets jaunes »)
- CORBET Cathy pour **Neutre et actif**
- DELFEL Thérèse pour **Décroissance 2019**
- DIEUMEGARD Pierre pour **Espéranto**
- DUPONT-AIGNAN Nicolas pour **DLF**
- GERNIGNON Yves pour le **Parti fédéraliste européen**
- GLUCKSMANN Raphaël pour **Place Publique – Parti Socialiste**
- HAMON Benoit pour **Génération.s**
- HELGEN Gilles pour le **Mouvement pour l'initiative citoyenne**
- JADOT Yannick pour **EELV**
- LAGARDE Jean-Christophe pour l'**UDI**
- LALANNE Francis pour l'**Alliance jaune** (liste « gilets jaunes »)
- LOISEAU Nathalie pour **LREM/Agir/MoDem/LC/MR**
- MARIE Florie pour le **Parti Pirate**
- PERSON Christian pour l'**Union démocratique pour la liberté, égalité, fraternité**
- PHILIPPOT Florian pour **Les Patriotes**
- PREVOISIN (de) ROBERT pour l'**Alliance royale**
- SANCHEZ Antonio pour le **Parti révolutionnaire communiste**
- THOUY Hélène pour le **Parti animaliste**
- TOMASINI Nathalie pour **A voix égales**
- TRAORE Hamada pour **Démocratie représentative**
- VAUCLIN Vincent pour **Dissidence française**

Pour être tenu informé des actualisations, et en savoir plus sur d'autres thèmes : le réflexe blog

Sur notre site https://electioneuropeenne2019.wordpress.com/, vous trouverez de nombreux articles concernant les listes candidates, les programmes présentés ou encore les règles de l'élection et des dossiers sur des sujets précis.